
Utilisation des eaux non potables en agriculture urbaine et périurbaine: freins et leviers

Noms de l'intervenante : Agnès Lelièvre (AgroParisTech)

Animatrice : Camille Lion (Terre et Cité) // **Secrétaires :** Carmelle Konan & Hiram Bouteillet (Terre et Cité)

Liste non-exhaustive des participant.e.s

- Claire Martinet (CA Saint-Quentin-en-Yvelines)
- Julie Quelet (CA Versailles Grand Parc)
- Manuel Pluvinage (CA Versailles Grand Parc)
- Marie Boulat (Triangle Vert)
- Giulia Giacchè (AgroParisTech)
- Nora Baron (EPA Paris-Saclay)
- Christophe Montagnier (INRAE)

Principaux éléments de l'atelier :

- L'objectif est de récupérer les eaux usées et les eaux de pluie à destination de l'agriculture. Il y a déjà des besoins et des initiatives :
 - L'enjeu est plus fort sur le Plateau de Saclay, en particulier en maraîchage, que sur la Plaine de Versailles. Il existe la possibilité de récupérer l'eau des toits.
 - L'idée a été évoquée de collecter les eaux de l'INRAE pour pourvoir à la demande pendant les périodes de grand besoin. Il serait judicieux d'innover dans ce domaine-là en vue de récupérer les "eaux claires".
- Il existe cependant un certain nombre de freins :
 - La problématique phare est non seulement celle de la qualité, mais également celle de la disponibilité dans le temps
 - Les règlements sont différents d'une collectivité à l'autre.
 - Les besoins des golfs ou des maraîchers sont concentrés lors des mois d'août secs, mais cela n'est pas suffisant pour amortir un réseau d'irrigation.
 - Il n'existe pas de culture de réseaux d'eau organisés.
- Les pistes de travail peuvent être :
 - Un travail comparatif sur les initiatives existantes.

- La réalisation un guide des bonnes pratiques

Compte-rendu des échanges

Agnès Lelièvre présente le type d'eau à aborder et des dérivées possibles, par exemple l'eau traitée au sous-sol et réutilisée. Elle présente les attendus de la discussion, les points forts et des lacunes encore observées aujourd'hui dans la démarche d'économie et de traitement efficace de l'eau.

Un.e participant.e présente les différentes expériences menées par sa structure de profession en coordination et avec des contributions de ses accompagnatrices-collègues. Plusieurs projets ont été non concluants eu égard à plusieurs facteurs dont l'impact n'a pas pu être précisé par les autorités, comme par exemple l'abandon d'un projet mené par VGP suite à la découverte de strontium trouvé dans l'eau.

Un.e participant.e énonce l'idée selon laquelle la solution du forage semble être la plus intéressante et la plus accessible de toutes. Malheureusement cette solution est également confrontée à des freins. Par exemple, sur Bièvres, les projets se heurtent à de nombreuses résistances dans la mesure où les différents forages qui existent sont objets de multiples contraintes et interdictions d'utilisations.

Un.e participant.e explique que certains projets parviennent à produire des résultats concluants et donc à aboutir. Il interroge la capacité des structures agricoles à supporter l'intégration de ce type de projet et l'existence de ressources pour financer les projets. Exemple : Projet de la ferti-irrigation qui a posé problème.

Un.e participant.e présente le projet Urinagri en cours avec les urines.

Agnès Lelièvre demande si l'urine concentrée et l'eau séparée posent problème. Elle demande si la collecte séparative de l'urine signifie une économie d'eau, et ce que devient l'eau séparée.

Un.e participant.e indique qu'elle se renseignera sur la question.

Un.e participant.e énonce le point de vue selon lequel il est certes avantageux d'économiser de l'eau mais cela ne règle en rien les problèmes d'eau dans le monde quand bien même le bilan carbone de l'eau serait lourd et qu'une telle action reviendrait à le réduire. Cependant, économiser de la ressource, cela n'est pas très aidant dans le monde entier. Plus l'on utilise de l'eau potable plus l'on est demandeur.

Un.e participant.e évoque l'idée de l'INRAE de collecter le gros volume d'eau que leurs bâtiments émettent pour pourvoir à la demande pendant les périodes de grand besoin. Il serait judicieux d'innover dans ce domaine-là en vue de récupérer les "eaux claires". Par ailleurs, il est indiqué des herbicides recherchés pour évaluer la qualité de l'eau rejetée.

Agnès Lelièvre interroge la consommation et le parcours de l'eau utilisée.

Un.e participant.e explique que le but est d'alimenter le grand canal du château de Versailles. Il explique que les fontaines sont faites en circuit fermé pour réutiliser l'eau et qu'un risque existe dans le cadre du grand canal au regard du fait qu'il constitue également un milieu de vie naturel (poissons, algues etc...). Il est de ce fait envisagé d'agir en empêchant le développement conséquent des algues qui sont susceptibles de bloquer la circulation de l'eau mais aussi d'affecter sa qualité. Il interroge cependant la possibilité de lancer une rénovation du réseau historique dans le cadre de la conservation du patrimoine.

Un.e participant.e ajoute que le drainage du plateau de Saclay est problématique dès lors que la ressource en eau est en proie à des zones de protection (zone de protection des oiseaux; les étangs...).

Un.e participant.e fait remarquer que la STEP a pour mission une réduction du volume d'eau à traiter.

Un.e participant.e explique que le traitement d'eau en séparatif a des inconvénients conséquents car son montage n'est pas très élaboré, ce qui affecte considérablement la qualité de l'eau. Cette circonstance malencontreuse oblige les populations à se déplacer à la recherche d'un accès à une qualité d'eau assez satisfaisante.

Agnès Lelièvre demande si la problématique sur toute la plaine est celle de la qualité

Un.e participant.e répond que non, car c'est aussi celle de la disponibilité dans le temps. Il existe un manque d'eau pendant l'été sur les forages par exemple.

Agnès Lelièvre demande si sur le Triangle Vert la question du manque d'eau se pose.

Un.e participant.e répond que oui, mais que pour l'instant il n'y a pas de réflexions sur la réutilisation de l'eau.

Un.e participant.e ajoute qu'il n'y a pas de station d'épuration sur le territoire du Triangle Vert.

Agnès Lelièvre indique que la répartition des stations d'épuration va jouer aussi sur la disponibilité de l'eau, pas seulement la pluviométrie et que l'agroforesterie sera plus touchée que les céréaliers vis-à-vis de la ressource en eau.

Un.e participant.e indique que les eaux de toitures sont récupérées au sein de sa structure mais que cela coûte très cher et que c'est encore à une étape prospective, les travaux ne sont pas encore entamés.

Un.e participant.e indique que sa structure s'intéresse à ce thème sur les usages agricoles.

Camille Lion demande s'il existe des aides incitatives dans les collectivités territoriales.

Un.e participant.e répond que non, et que les aides sont plus orientées sur la désimperméabilisation, pas sur l'eau ni sur les ressources agricoles. Il ajoute que d'une collectivité à l'autre, les règlements sont différents. Aucun groupe de travail n'a été entamé à sa connaissance

Camille Lion demande si les participants voient d'autres freins

Agnès Lelièvre demande si La Ferme du Tiga est alimentée en eau par les toits de Amazon. Elle souligne que la réutilisation de l'eau en agriculture peut poser des problèmes sanitaires, elle ajoute qu'à Madagascar, utiliser l'eau usée a causé des problèmes d'hygiène.

Camille Lion demande s'il faut réfléchir à quelles cultures on choisit.

Un.e participant.e indique que le territoire est très orienté sur les céréales

Un.e participant.e ajoute que la culture de la cameline a été entamée depuis plusieurs années.

Un.e participant.e ajoute qu'il y a aussi des légumes de plein champ.

Un.e participant.e insiste sur le fait que l'enjeu est plus fort sur le Plateau de Saclay, en particulier en maraîchage, que sur la Plaine de Versailles.

Un.e participant.e précise que sur le maïs en plaine de Versailles il pourrait y avoir des demandes mais que le maïs est marginal sur la Plaine de Versailles.

Un.e participant.e insiste sur le fait que le problème n'est pas quantitatif mais de la répartition dans le temps.

Camille Lion demande s'il y a pas des initiatives sur le plateau de Saclay

Un.e participant.e répond qu'il n'y a aucune initiative, et ajoute que Pierre Bot a dit qu'il n'irriguait qu'en eau potable.

Agnès Lelièvre demande si les petits agriculteurs font remonter des besoins.

Un.e participant.e répond que les besoins des golfs ou des maraîchers sont concentrés lors des mois d'août secs, mais que cela n'est pas suffisant pour amortir un réseau d'irrigation

Un.e participant.e demande si la réutilisation des eaux des piscines se fait, par exemple par les vidanges de piscines municipales.

Agnès Lelièvre répond que cela se fait à Orly, mais pour les espaces verts.

Un.e participant.e demande si cette eau est compliquée à dépolluer.

Agnès Lelièvre répond qu'il faut juste laisser s'évaporer le chlore.

Un.e participant.e indique que ce sujet est important, surtout pour les maraîchers et qu'un des problèmes majeurs est le manque de culture de réseaux d'eau organisés.

Un.e participant.e dit que sur son territoire, des maraîchers qui voulaient s'installer, mais que cette question d'accès à l'eau est problématique. Elle souligne que ce n'est pas une question très médiatisée et qu'il est possible que les communes avec lesquelles ils travaillent n'aient pas la connaissance de cette possibilité. Elle ajoute qu'il est possible qu'ils puissent être intéressés par la récupération d'eaux de toits.

Un.e participant.e énonce l'idée qu'un travail comparatif sur les initiatives pourrait être intéressant.

Un.e participant.e ajoute qu'il faudrait qu'Agnès Lelièvre fasse un guide des bonnes pratiques et qu'il faudrait faire remonter à la DRIAFA la demande de réaliser un stage.